

Snes Créteil Info

Snes Créteil Info - www.creteil.snes.edu - Tél. : 01.41.24.80.54 - Fax : 01.41.24.80.61 - 3 rue Guy de Gouyon du Verger - 94112 Arcueil cedex
twitter : SNES/FSU CRETEIL @SnesFsuCreteil

URGENCE DÉMOCRATIQUE, URGENCE SOCIALE ou « ÉTAT D'URGENCE » ?

Editorial

Après les attentats du vendredi 13 novembre, il fallait sûrement décréter quelques jours d'état d'urgence pour permettre aux enquêteurs d'intervenir sans délai et pour rassurer la population. Cependant, le vote de l'état d'urgence pour 3 mois pose de nombreux problèmes : qui nous dit que dans 3 mois tous les terroristes seront arrêtés et que donc cette mesure n'aura plus lieu d'être ? Va-t-on nous servir à nouveau la sécurité des Français et même la guerre pour le prolonger, voire l'ancrer dans la Constitution, comme cela semble être le projet du premier ministre, qui multiplie les déclarations en ce sens ? D'autre part, l'utilisation de l'état d'urgence montre que les libertés peuvent être entravées sans raison : combien de militants écologistes (et non terroristes) ont été assignés à résidence jusqu'au 12 décembre, fin de la COP 21, cela les empêchant de participer aux multiples initiatives non interdites pendant ce temps ? Combien ont été arrêtés alors qu'ils manifestaient pacifiquement et essayaient seulement de sortir de l'état dans lequel les forces de police les avaient enfermés place de la République suite au déploiement de la chaîne humaine remplaçant la manifestation initialement prévue et qui s'était passée jusqu'à ce moment sans incident ? Combien de citoyens ont été sortis de leur lit en plein milieu de la nuit sans aucune raison (plus de 2000, nous dit-on) ? Que n'ont-ils été arrêtés avant le 13 novembre, s'ils étaient si dangereux !

On oublie cependant de dire que de nombreux signalements faits sur le terrain n'ont pas pu être exploités faute de personnels compétents dans le domaine du renseignement : ne sommes-nous pas devant un exemple criant qui souligne combien le service public est indispensable au bon fonctionnement de notre démocratie ? Tout le monde a souligné l'engagement des personnels des hôpitaux, de la police, de l'Éducation nationale suite aux attentats. Nous aurions aimé que leur dévouement ait été mis en lumière à d'autres occasions. La démocratie ne doit pas être entravée. Il est nécessaire de continuer les luttes sociales, de continuer à défendre les services publics, leur développement en particulier dans les quartiers défavorisés.

Il est nécessaire de continuer à lutter pour une école plus performante, une protection sociale efficace et pour cela il faut en finir avec les suppressions de postes dans les services publics.

Les congrès départementaux de la FSU seront l'occasion de débattre démocratiquement de l'ensemble de ces questions. VENEZ-Y NOMBREUX !

Le collectifs des retraité-e-s du SNES Créteil

Calendrier JANVIER

CONGRÈS DÉPARTEMENTAUX FSU

77 : jeudi 21 et vendredi 22 (Nangis)

93 : jeudi 21 et vendredi 22

(Bourse du Travail de Bobigny)

94 : vendredi 8, lundi 11 et mardi 12

(Maison des Syndicats à Créteil)

Autres dates importantes :

AG FSU 93 : mardi 12 à 14h00

(Bourse du Travail de Bobigny)

AG des retraités SNES 94 : vendredi 15 à 14h30

(Maison des Syndicats à Créteil - niveau FSU 5^{ème} étage)



Journées d'automne de la FSU les 25 et 26 novembre 2015

Les Journées d'automne de la FSU se sont déroulées cette année dans un climat bien lourd, sur fond d'état d'urgence. Bernadette GROISON a rappelé les faits : atteinte à notre mode de vie, risque de radicalisation islamiste de certains salariés, problèmes internationaux. Elle a mis en lumière l'action exemplaire des services publics lors des attentats et a insisté sur la nécessité de ne pas renoncer à l'action syndicale. Certes, les manifestations autour de la COP 21 sont interdites mais d'autres moyens d'action sont mis en place pour permettre aux citoyens de s'exprimer.

◆ Le premier débat portait sur le manque de médecins en France :

François BARDOT, retraité SNUIPP, ancien psychologue scolaire, nous a brossé un tableau inquiétant de la démographie sanitaire dans notre pays. Quelques chiffres suffiront : la densité médicale est de 298 médecins pour 100 000 habitants en France, contre 378 en Allemagne, 404 en Belgique. Il manque 55 000 médecins pour rattraper l'Allemagne. Le *numerus clausus* devrait passer de 7 500 à 12 500.

Sans compter que les médecins, qui ont droit comme tout le monde à une vie sociale, ne veulent plus travailler 70 heures par semaine et on les comprend. La féminisation de la profession renforce cette tendance. A l'heure actuelle, 25% des médecins viennent de l'étranger.

◆ Table ronde intersyndicale :

Puis, une table ronde réunissait plusieurs représentants syndicaux des retraités et tout le monde a convenu de la nécessité d'un mouvement de grande ampleur et sur la durée. Le manque d'unité entre les différentes organisations nuit bien sûr à la mise en place de ce mouvement.

◆ Femmes et retraite :

La table ronde « *Femme et retraite* » du 26 novembre, avec la participation de Luce DUSSEAUX (FSU), Christiane MARTY, ingénieure-chercheuse (ATTAC et COPERNIC), et Gilka GEORGES (UCR-CGT) a pointé les trop nombreuses inégalités en matière de salaire et donc de pension qui touchent aujourd'hui encore les femmes, et ce malgré tous les systèmes de compensations qui existent, car tous ces dispositifs n'agissent pas sur la source de ces inégalités mais ont tendance à figer les femmes dans des stéréotypes. Il faudrait renforcer les droits directs (pension issue du salaire) en agissant réellement sur les inégalités de rémunération et sur le plafond de verre, et en développant les crèches pour faciliter la vie professionnelle des parents et en particulier des femmes. En tout état de cause, il est ressorti du débat qu'il ne fallait pas supprimer dans l'immédiat les systèmes de compensation tant qu'on n'aura pas assuré une réelle égalité professionnelle hommes/femmes.

◆ La vérité sur la dette grecque :

Nos travaux se sont terminés par l'accueil de Thanos CONTARGYRIS, économiste, président d'ATTAC-Grèce, qui nous a rendu compte de la situation et de l'état d'esprit qui règne actuellement en Grèce. Après six mois d'enthousiasme et d'espoir, Alexis TSIPRAS a eu même derrière lui, aux dernières élections, des gens qui avaient voté contre lui choisissant « le moins pire » pour le peuple grec ; face à l'Eurogroupe tout puissant siégeant en l'absence de la Grèce, il n'a pu qu'accepter à contre-cœur l'austérité. Pourtant des actions ont été engagées pour lutter contre la corruption, la fraude fiscale. Pour éviter que les banques privées ne prélèvent de l'argent sur les comptes des particuliers, il a été décidé de recapitaliser les banques, augmentant encore la dette de l'État jusqu'à 200% du PIB. La règle d'or sera donc revue.... Il est reproché à la Grèce trop de dépenses militaires. Or, ce sont la France et l'Angleterre qui vendent les armes et l'Europe demande à la Grèce de "défendre" les frontières européennes. Il a été évoqué l'existence d'un plan B imaginé par Yanis VAROUFAKIS reposant sur des solutions "extrémistes" que TSIPRAS n'a pas souhaité développer. Notre invité pense que l'Europe ne souhaite pas une réussite de la Grèce qui pourrait encourager d'autres pays (observer ce qui se passe au Portugal, dans certaines villes espagnoles).

Les actions à l'échelle européenne pour une annulation de toutes les dettes illégitimes sont donc toujours d'actualité en Grèce comme en France.



Martine STEMPER

Sorties - Conférences

Le 1^{er} décembre, un 2^{ème} groupe de retraités a visité le *musée Picasso*. La nouvelle présentation mérite le détour : le parcours est très pédagogique. Les œuvres et documents sont présentés chronologiquement et montrent bien les différentes périodes de création du peintre... Une excellente introduction pour l'exposition « Picassomania » au Grand Palais !



En attendant la visite guidée du *cimetière du Père Lachaise au printemps*, vous pouvez dès maintenant vous inscrire pour visiter

la *plate-forme industrielle du courrier Paris sud à Wissous*

mardi 9 février 2016 à 14h00. Prix de la visite : 5€. Durée : 1h30 environ.
Nous vous rappelons que c'est la plus grande plate-forme de tri en Europe. Nous pourrions suivre en direct le cheminement du courrier traité par des machines à la pointe de la technologie. Nous apprendrons à mieux connaître le fonctionnement de cette grande entreprise qu'est devenue la Poste. Mais la rencontre avec un responsable syndical nous a été refusée... Vous jugerez donc par vous-même des conditions dans lesquelles travaillent les employés !



Wissous est à la limite de l'Essonne et du Val-de-Marne : nous organiserons un covoiturage comme pour la visite de Milly-la-Forêt. Il y a un grand parking devant l'entreprise.

Comme la visite débute à 14h00, nous avons pensé que certains préféreraient déjeuner sur place avant la visite. Nous allons donc chercher un restaurant dans le coin (compter 15/20€), pour ceux et celles qui seraient intéressé(e)s. Nous vous recontacterons sur ce point, après les inscriptions.

Envoyez vos chèques (5 € par personne) à l'ordre de **SNES CRETEIL**, avec vos coordonnées (adresse postale, mail et téléphone) à **Annick JANOIR** : 223 Quai Galliéni - 94500 Champigny-sur-Marne.



Visite guidée de l'*exposition Lucien Clergue*

au Grand Palais le **mercredi 20 janvier 2016 à 17h30** : il ne reste qu'une seule place !
Contactez Jean-Claude CHARLES (jean.claude.charles@wanadoo.fr)



Conférence organisée par nos camarades de PARIS : vous pouvez y participer, c'est gratuit !
Vendredi 5 février 2016 à 14h00 au SNES national (46 avenue d'Ivry - 75013 Paris)

Aragon et les guerres de son temps

Invité : Pierre JUQUIN qui a récemment publié une biographie de Louis ARAGON

Annick JANOIR
06.08.35.97.77
Jean-Claude CHARLES
01.60.69.19.77